

Tél. : (+228) 22 53 62 02  
www.boatogo.com



www.lemedium.info

N° 0341 du 21 au 27 Mai 2019 - Prix : 250 F CFA

POLITIQUE/ FIN DE LA RÉVISION DE LA LISTE ELECTORALE:

# A QUI LA FAUTE ?

P.3



Jean-Pierre Fabre de l'ANC



Mme Brigitte Adjmagbo-Johnson de la C14 (Photos @Republicoftogo.com)

PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT :  
**Information et formation des jeunes sur les profils recherchés** P.3



OTR / POLÉMIQUE AUTOUR DU DERNIER RECRUTEMENT DES AGENTS DE DOUANES :  
**Pourquoi les 26 candidats sur les 136 retenus ont été remerciés pendant la période d'essai** P.2



Philippe Kokou Tchodié, Commissaire général de l'OTR

ECONOMIE/CONSOMMATION :  
**Stabilité du niveau général des prix en Avril 2019** P.4



"Banane plantain mûre" (+18,7%), la plus forte hausse

## ESPERANCE DES BATISSEURS

Travaux immobiliers | Construction | Réhabilitation  
Aménagement de bâtiment | Carrelage | Plomberie  
Électricité | Transit-douane

**Distributeur exclusif des ascenseurs et produits OMEGA base d.o.o**

Carrefour 2 lions, à 500m de l'agence Togocel annexe  
bâtiment blanc-gris / Agoè Anomé

Contact : + 228 22 25 18 63 / 90 97 58 38  
E-mail : esperancedesbatisseurs@yahoo.fr  
antoine.dadjo@gmail.com



ESPERANCE DES BATISSEURS

www.eb-togo.com

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi,  
une banque de Cvs, des formations.  
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo

Mardi 20 Mai 2019

**Matin:**

Ciel peu nuageux

25°C

**Après-midi:**

Orages

31°C

## EDITO

Soyons positifs  
dans nos actes  
et pensées

Nous devons certes nous critiquer dans nos manières d'agir et pour-quoi pas de penser mais il est une chose que nous devons incorporer à notre aptitude au perfectionnement, c'est bien d'être positifs dans nos actes et pensées.

L'heure n'est plus à vouloir le mal de son prochain pour raison de leadership ou quoi que ce soit, même pour des raisons politiques. L'essentiel est que nos actions en elles-mêmes reflètent une grandeur d'esprit et de motivation d'une évolution significative.

Nous en avons les moyens et surtout les potentialités pour y arriver. Cependant avouons-le humblement, il nous manque seulement une réelle volonté de transformer nos faiblesses en forces et nos insuffisances en capacités évidentes. Ceci ne nous est pas sans pour autant impossible. Une petite dose de bonne volonté et une ferme décision de ne pas vouloir le mal à autrui nous y amènerait. Et nous en sommes capables, journalistes, politiciens, hommes d'affaires, bref nous acteurs de cette société qui nous a vus naître, grandir et qui sûrement nous verra partir.

Changeons de comportements tout simplement.

**Crédo TETTEH**



Récapissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

**Directeur de la Publication :**

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

**Directeur de la Rédaction :**

Ali SAMBA

**Rédaction :**

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

**Infographie :** JPB

**Crédit Photos:** KEKERA Razak

**Impression :** ST Louis,

Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45

**Tirage :** 2.500 exemplaires

**Distribution:** Dodo Abalo (90 97 52 56)

## LOCALES DU 30 JUIN 2019 :

## Le Ministre Kossivi Egbetonyo à Kamina pour la victoire du parti UNIR

La journée du samedi 18 mai 2019 n'a pas " t " de tout repos pour le ministre de la culture, du tourisme et des loisirs Kossivi Egbetonyo. Il était à Kamina à 45kilometres au Nord de Kougnohou chef-lieu de la préfecture de l'Akebou en meeting de sensibilisation, de remerciement et de mobilisation.

Une occasion pour le Ministre Egbetonyo, accompagné des cadres et députés de la localité, pour remercier les populations de Kamina pour leur forte mobilisation le 20 décembre 2018. Une mobilisation qui a su donner, selon lui, une majorité au Président de la République au parlement.

Le Ministre Kossivi Egbetonyo a ensuite invité les populations et militants du Parti UNIR à rééditer l'exploit pour les locales du 30 juin prochain. Le ministre et sa délégation ont demandé aux militantes et militants du parti Union pour la République qui ne se sont pas encore inscrits pour la révision des listes électorales à le faire rapidement. Tour à tour, ils ont expliqué



Le ministre Kossivi Egbetonyo lors de son intervention

aux populations l'impact des cantines scolaires sur la scolarité des enfants, les enjeux des locales, l'importance de la décentralisation

et donner d'amples explications sur les réformes constitutionnelles opérées dernièrement au Parlement.

Les populations de Kamina ont à leur tour réaffirmé leur adhésion à la politique de paix et de développement du chef de l'État et remercié le ministre pour sa démarche, une démarche qui leur a permis d'être au parfum de beaucoup de choses dont le plan national de développement. Des doléances relatives à l'adduction d'eau et à l'électrification ont été soumises à l'endroit du gouvernement par les populations de Kamina.

## OTR/POLÉMIQUE AUTOUR DU DERNIER RECRUTEMENT DES AGENTS DE DOUANES :

## Pourquoi les 26 candidats sur les 136 retenus ont été remerciés pendant la période d'essai

Après un mois d'essai au sein de la douane togolaise, 26 agents sur 136 ont été remerciés par l'Office togolais des recettes (OTR). Non contente de cette décision de l'OTR, pourtant logique, les concernés ont, au cours d'une

conférence de presse exposés leurs griefs vis-à-vis de leur désormais employeur. Retour sur cette décision qui ne souffre d'aucune contestation.

Le dernier concours de recrutement lancé par l'OTR lancé en juillet 2017, ne cesse de faire couler de l'encre et de la salive. Et pour cause, des agents admissibles au départ, qui ont malheureusement été remerciés à la fin du processus de recrutement, sont montés sur leur dard.

Si au niveau des Impôts, le processus de recrutement a été vite finalisé, le secteur de la douane, plus complexe, du fait que le processus à ce niveau est un peu long et complexe (un processus en cinq étapes incluant notamment " Contrôle à l'aptitude militaire " et la " Formation militaire auprès des services compétents ". C'est précisément ces deux points qui bouclent le processus d'admissibilité et ouvrent la voie à la formation finale et au recrutement définitif.

Selon les termes de référence dudit concours, le processus de sélection devait être conduit en cinq (05) phases à savoir : 1- la sélection sur étude du dossier, 2- le test écrit, 3-le contrôle d'aptitude au service militaire, les interviews pour admission provisoire et enquête de moralité et 5- la formation militaire auprès de services compétence en l'occurrence le Centre National d'Instruction (CNI).

Ainsi, 136 candidats ont été retenus comme admissibles après les épreuves écrites, en attendant la suite du processus de sélection. Des Attestations de prise de service, pour une période d'essai de trois mois, à tous les agents des deux régies (Impôts et Douane) ont été alors délivrées ; bien entendu que les 136 candidats de la douane



Philippe Kokou Tchodji, Commissaire général de l'OTR

devraient poursuivre les autres tests. Pire encore, cette attestation mentionnait clairement que lesdits agents qui ont " ... effectivement pris service à l'OTR le 29 Octobre 2018, sous réserve de passage aux contrôles complémentaires d'admission, et d'une période d'essai concluante de trois (03) renouvelable comprenant le stage et la formation. "

Et l'on sait évidemment qu'en période d'essai, l'employeur pourrait décider de suspendre son engagement vis-à-vis de l'employé pour une raison ou une autre valable. Et dans le cas d'espèce des agents de la douane, les 26 des 136 candidats qui ont passé des tests médicaux (avant dernière étape) au Camp Général Gnassingbé Eyadema en vue de suivre la dernière étape dudit concours, la formation militaire au CENI, ont présenté des résultats non concluants. C'est-à-dire que ces 26 candidats ne sont pas aptes à suivre un service militaire, d'où la décision de l'OTR de les remercier, vu qu'ils sont en période d'essai.

Mais vu la frustration qu'ont eu ces malheureux candidats, vous en conviendrez avec nous, ils ont été simplement mené en bateau par le Mouvement Martin Luther King (MMLK) qui parle de " magouille " et de " corruption " à l'OTR, cette institution même créée pour mettre fin à cette gangrène au sein des deux grandes régies de l'économie togolais.

La Rédaction

## Togoentrepotarchive.com

Togo Entrepôt Archives est une société qui offre les services suivants :

Stockage des archives - Audit - Numérisation - Incinération des archives

Nous disposons d'une équipe pour réorganiser vos archives et des locaux pour externaliser vos archives

Notre ambition :

Donner la possibilité à nos clients de réaliser des économies mais surtout de préserver la mémoire de leur entreprise.

Nous disposons d'une équipe d'une équipe pour classer vos archives, les numériser et les incinérer.

Tél : 22 20 05 53

Cél : 91 06 88 07/

93 54 72 00

## TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement-apple@sogetti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès [www.togomac.com](http://www.togomac.com)

## Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07

[www.sogesti.net](http://www.sogesti.net) ; [info@sogesti.net](mailto:info@sogesti.net)

## TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces

Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois-

[www.togoannonce.com](http://www.togoannonce.com)

# PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT : Information et formation des jeunes sur les profils recherchés

Lors de son discours de l'Etat de nation à l'Assemblée Nationale, le Président de la République invitait la jeunesse à s'approprier le Plan national de développement (PND) comme ils l'ont fait quand l'occasion leur est donnée dans le cadre des marchés publics. " Le Togo, mes chers compatriotes, se construira par le mérite du travail de ses enfants. Près de 4000 entrepreneurs, jeunes et femmes ont saisi les opportunités offertes par la mesure du quota de 20% de la commande publique qui leur a été réservé. Je salue leur dynamisme et leur engagement " disait-il.

Par Crédo TETTEH

Pour l'année 2018, des marchés ont ainsi pu être octroyés pour un montant de 12 milliards 638 millions de FCFA. Selon Faure Gnassingbé, cette performance est très appréciable et dénote de la vitalité de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans notre pays. Mais il est en deçà des attentes car seule la moitié environ des montants



considérés ont pu être consommés. Il est donc possible de faire beaucoup mieux. Au Président de la République d'encourager ceux qui ne l'ont pas encore fait à s'y intéresser, à en faire usage et à contribuer à son amélioration en partageant leurs retours d'expériences avec les services compétents. Il a assuré que des dispositions supplémentaires de facilitation et de simplification soient prises ; ainsi que des mécanismes dédiés d'appuis financiers mis en œuvre. " Je souhaite vivement que cette mesure spéciale -destinée à accentuer l'intégration des bénéficiaires dans la vie économique- soit renforcée afin d'en optimiser les résultats. La part réservée aux jeunes et femmes entrepreneurs

dans les attributions de marchés publics sera désormais portée à 25% " a-t-il annoncé.

Apparemment, les jeunes n'attendront pas longtemps. A en croire une note du service de la communication de la présidence, La mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2018-2022) ouvrira le marché de l'emploi à beaucoup de jeunes et femmes togolais qui auront non seulement le profil technique recherché mais aussi et surtout réussiront à convaincre par leur leadership et leur sens d'engagement citoyen.

C'est donc pour préparer les cibles à bénéficier des importantes opportunités que le gouvernement, à travers le ministère du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse, va initié des sessions de formation sur des thématiques bien choisies dans 10 préfectures pour 1.580 jeunes bénéficiaires à raison de 158 par préfecture. Pour cette initiative visant à impacter la couche juvénile sur tout le territoire national, plusieurs localités sont concernées. Les préfectures de Vo, Avé,

Danyi, Sotouboua, Mô, Dankpen, Cinkassé, Binah et Kpendjal sont et seront impactées.

A chaque étape, plusieurs thèmes sont abordés. Les jeunes des différentes préfectures ont été édifiées sur "comment développer son leadership", " l'engagement et la citoyenneté responsable des jeunes et " les enjeux liés à la mise en œuvre du PND 2018-2022 et opportunités pour la jeunesse" indique-t-on faisant écho aux propos du chef de l'Etat qui a lancé un appel à l'ensemble de la communauté nationale. " Au-delà du secteur privé et de l'administration publique, le PND a besoin de nous tous. Faisons de cet outil une entreprise collective, vecteur d'un nouvel élan pour l'édification de notre destinée commune. Si nous parvenons à réaliser la synergie de nos apports respectifs au service de la nation, nous serons dignes du flambeau transmis par ceux qui nous ont précédés. Nous pouvons le faire " a déclaré, confiant Faure Gnassingbé.

## POLITIQUE/ FIN DE LA REVISION DE LA LISTE ELECTORALE:

# A QUI LA FAUTE ?

Les opérations de révision des listes électorales se sont achevées dimanche. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle n'a pas contenté tout le monde. Si les leaders de l'opposition qui avaient appelé au boycott du recensement lors des législatives du 20 décembre 2018 ont su tirer leur épingle du jeu en ayant eu leur carte d'électeur, certains de leur militants ruminent leur colère. Les trois jours de révision n'ont pas suffi. Certains leaders de la C14 demandent même une révision qui tienne sur une semaine. Seront -ils entendus par la CENI ? C'est la grande question.

Par Ali SAMBA

En attendant, ceux qui n'ont pas pu se faire recenser cette fois-ci n'auront que leurs yeux pour pleurer et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, ou mieux à leurs leaders qui les ont appelé à ne pas se faire établir leur carte électeur au mois d'octobre et de Novembre 2018. Et pourtant, des esprits avisés clairoannaient à tue-tête les invitant, les suppliant même, à ne pas commettre cette " bêtise ". " Qu'y a-t-il de mauvais à aller se faire recenser et posséder une carte d'électeur ", tentaient-ils de raisonner ces réfractaires? Faites-vous recenser, ayez vos cartes d'électeurs et si le jour de vote vous voulez boycotter le scrutin, libre à vous s'époumonaient-ils. Mais



Jean-Pierre Fabre

hélas ! Ils ont été traités de tous les noms d'oiseaux. Comme des prophètes annonçant la fin des temps, les incrédules leur ont ri au nez à leur corps défendant. Et comme en de pareilles situations, nous y voilà. Voilà le temps où les sages personnes qui ont écouté la voix de la sagesse vaquent librement au moment où les dures d'oreilles faisaient des pieds et des mains pour obtenir le sésame pour les élections locales.

Ce qui est drôle dans cette situation est que les leaders qui appelaient au boycott savaient très bien que c'est avec cette liste électorale que les élections locales se feront. Pensaient-ils que le gouvernement n'allait pas tenir à ces engagements quand il annonçait les municipales ? Difficile à croire, d'autant

qu'eux-mêmes en appelaient à ces élections de tous leurs vœux.

Au moment où chacun semble avoir repris ses esprits, on se demande pourquoi à des moments clés de la vie politique de la nation, les politiciens ne donnent pas une chance au pays d'avancer. Les énergies perdues dans de vaines discussions sur des brouillies ont trop retardé le pays. La limitation de mandat vient d'être adoptée sans coup férir. Il en est de même pour le mode de scrutin, toutes choses qui auraient pu être réalisées depuis déjà des années.

En lisant entre les lignes, on comprend aisément que les élections locales intéressent plus les leaders de l'opposition qui se voient déjà à la tête des grandes municipalités du pays. Les résul-

tats au soir du 30 juin nous édifieront. Cette posture, peut être aussi un aveu d'impuissance, sachant bien qu'ils ne sont pas armés pour faire face au parti au pouvoir pendant les élections présidentielles et législatives.

La campagne électorale va s'ouvrir bientôt, les populations seront attentives aux messages des différents candidats. Ils ne parleront plus au nom d'un hypothétique peuple Togolais, mais ils parleront au nom de leurs frères et sœurs qui vivent avec eux dans le même quartier, dans les mêmes localités. Espérons seulement qu'ils le leur rendent comme ils espèrent. Gageons qu'ils ne seront pas victimes de l'adage " Nul n'est prophète chez soi ".



Mme Brigitte Adjagbo-Johnson

## Zozo

POLITIQUE : BRIGITTE ADJAGBO-JOHNSON  
DÉSORMAIS ENCARTÉE



Les principaux responsables de l'opposition extraparlamentaire ont annoncé leur participation aux élections locales du 30 juin.

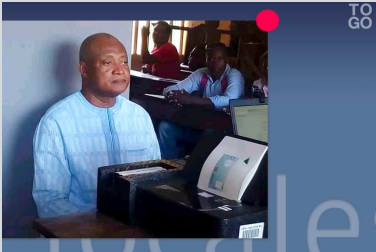
Et ils passent de la parole aux actes en passant dans les centres de recensement pour récupérer leur carte d'électeur.

Après Jean-Pierre Fabre (ANC) vendredi, c'est Brigitte Adjagbo-Johnson, coordinatrice de la coalition de l'opposition qui a obtenu son précieux sésame samedi.

Les opposants entendent participer activement à la campagne et rattrier le maximum de sièges de conseillers municipaux.

Source : @republicoftogo.com

POLITIQUE : JEAN-PIERRE FABRE A SA CARTE  
D'ÉLECTEUR



Après avoir boycotté les législatives de décembre 2018, Jean-Pierre Fabre, le leader de l'ANC, participera aux élections locales du 30 juin. Ce parti de l'opposition extraparlamentaire présentera des listes dans la plupart des villes.

M. Fabre s'est d'ailleurs fait recenser vendredi.

Faute d'être présent à l'Assemblée nationale, l'ANC compte désormais peser au plan local et faire ses preuves en matière de démocratie municipale.

En 2020, Jean-Pierre Fabre devrait être logiquement candidat à la présidentielle.

Source : @republicoftogo.com

DIPLOMATIE : EXTERNALISATION DES SERVICES DES VISAS



Le consulat de France va confier à partir du 28 mai prochain le processus de demande des visas à la société Capago Togo. Elle sera chargée de recevoir les dossiers et de vérifier que tous les documents exigés sont au complet.

Mais les services consulaires restent les seuls habilités à donner leur feu vert. Toutes les demandes devront être envoyées via internet sur le portail officiel. Informations données mercredi par Marc Vizy, l'ambassadeur de France à Lomé.

Cette externalisation (déjà en place en Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Burkina Faso et Mali) permettra d'accélérer le traitement des dossiers et de mieux lutter contre la fraude.

La consigne du président Emmanuel Macron est de faciliter la mobilité entre la France et les pays amis car les liens qui nous unissent doivent être nourris par ces échanges, a déclaré M. Vizy.

Les prix restent inchangés (60 euros pour un visa Schengen court séjour et 99 euros pour un visa long séjour national).

Capago facturera sont 28 euros (18 500 francs CFA) pour son intervention. Un service premium sera proposé pour 25 000 F L'année dernière, le consulat a reçu 10.000 demandes.

Source : @republicoftogo.com



## ECONOMIE : LE CAFÉ TOGOLAIS A BESOIN D'UN LABEL

L'Organisation Inter-Africaine du Café (OIAC), dans sa mission de promotion de la consommation locale du café sur le continent africain, a élaboré un projet dénommé 'Promotion de la consommation intérieure de café en Afrique'.

Il a été lancé le 16 mai à Lomé

Les différents intervenants togolais ont souligné la nécessité d'intensifier les campagnes d'information et de sensibilisation des producteurs sur la consommation du café, d'améliorer la visibilité des produits de transformation par l'organisation de foires, salons, journées portes-ouvertes, de renforcer la capacité de production des unités de transformation, de développer le label Togo et de faire de la transformation et de la consommation du café, la cheville ouvrière en insérant les jeunes pour booster la production.

Enselme Gouthon, le président de l'Agence des cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM), sera à Accra lundi pour détailler la stratégie de consommation intérieure à l'occasion de l'assemblée générale de cet organisme.

Source : @republicoftogo.com

## ECONOMIE : UN NOUVEL OPÉRATEUR HORS-RÉSEAU SUR LE MARCHÉ TOGOLAIS



Le hors-réseau est la solution la plus économique et la plus rapide pour raccorder les populations rurales à l'électricité. Le gouvernement togolais l'a bien compris en lançant il y a quelques mois un projet baptisé 'Cizo' qui vise à raccorder 2 millions d'habitants dans les cinq prochaines années grâce à des kits solaires.

Premier arrivé sur le marché, le Britannique BBOX. Un autre opérateur, SOLEVA, lancera ses services le 1er juin à Vogan (45 km de Lomé). Le projet, dirigé par le Togolais Charles Séna Ayenu, est mené par le consortium Paygo Ventures rassemblant Wawa Energy Solutions et Aphelion Energy. Soleva proposera des kits payables sur 3 ans. La société prévoit de recruter 600 jeunes commerciaux.

Le hors-réseau ou off grid fonctionne à partir d'une technologie assez simple.

L'équipement comprend des panneaux solaires et des batteries permettant de stocker l'électricité. Les clients peuvent alimenter un ensemble d'appareils domestiques (télévision, radio, ventilateur, etc.) en basse consommation.

Les factures peuvent être acquittées directement par téléphone portable à partir de forfaits prépayés via T-MONEY (Togo Cellulaire) et FLOOZ (Moov).

Le off grid est déjà très développé en Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, notamment). C'est la solution la plus simple et la plus économique pour offrir l'accès à l'électricité en zone rurale là où le réseau traditionnel ne le permet pas.

Source : @republicoftogo.com

## ECONOMIE/CONSOMMATION :

# Stabilité du niveau général des prix en Avril 2019

En avril 2019, le niveau général des prix à la consommation, après avoir enregistré une baisse de 0,1% le mois précédent, s'est quasiment stabilisé.

Par Koudjoukabalo

Cette quasi-stabilité est l'effet conjugué d'une part de la hausse des prix des fonctions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+0,3%) ; "Restaurants et Hôtels" (+0,6%) ; "Transports" (+0,6%) ; "Articles d'habillement et chaussures" (+0,3%) ; "Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants" (+1,7%) ; "Biens et services divers" (+0,3%) ; et d'autre part de la baisse des prix des fonctions de consommation "Communication" (-4,6%) ; "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-0,8%). Pour la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées", sa hausse est soutenue par les postes suivants : "Tubercules et plantain" (+10,5%) ; "Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a.l" (+7,2%) ; "Agrumes" (+10,0%) ; "Poissons et autres produits séchés ou fumés" (+1,3%) ; "Autres produits à base de tubercules et de plantain" (+3,8%) ; "Pains" (+2,8%) ; "Autres fruits frais" (+2,3%) ; "Mouton - chèvre" (+1,3%) ; "Bœuf" (+0,5%) ; "Boissons non alcoolisées artisanales" (+3,9%) et "Farines, semoules et gruaux" (+1,6%) ; La hausse observée au niveau des fonctions de consommation "Restaurants et Hôtels" et "Transports" est due respectivement aux postes "Restaurants, cafés et établissements similaires" (+0,6%) et "Carburants et lubrifiants" (+1,5%) 2.

Quant à la fonction de consommation "Articles d'habillement et chaussures", sa hausse est déterminée par les postes "Vêtements de dessus hommes" (+0,8%) ; "Chaussures femmes" (+1,2%) et "Vêtements de dessus femmes" (+1,2%).

S'agissant des fonctions de consommation "Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants" ; "Biens et services divers" leur hausse est portée respectivement par les postes "Vin et boissons fermentées" (+8,1%) ; "Tabac et stupéfiants" (+1,9%) et "Appareils et articles pour soins corporels" (+15,5%). Les postes qui ont contribué à la baisse des fonctions de consommation "Communication" et "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" sont respectivement entre autres "Communication téléphonique" (-4,9%) avec différents bonus de 200% enregistrés au cours du mois d'avril 2019 sur les différentes recharges de Togocel ; "Produits pour l'entretien et réparation courante" (-2,3%) ; "Combustibles solides et autres" (-2,7%) et "Loyers effectifs des locataires et sous-locataires" (-0,4%).

### Citrons et bananes plantains parmi les plus fortes hausses

Parmi les produits qui ont enregistré une hausse, on peut citer : "Banane plantain mûre" (+18,7%) ; "Igne" (+10,4%) ; "Manioc frais (Agbéli)" (+8,7%) ; "Pommes de terre" (+7,6%) ; "Piment vert (Gboyébessé)" (+33,1%) ; "Piment rouge sec en poudre" (+11,8%) ; "Piment rouge frais" (+10,4%) ; "Gingembre frais" (+9,6%) ; "Piment rouge sec" (+3,2%) ; "Ail frais" (+1,7%) ; "Citrons" (+33,1%) ; "Doëvi frit" (+11,0%) ; "Doëvi séché (Anchois)" (+5,1%) ; "Doëvi fumé (Anchois)" (+4,0%) ; "Saloumon fumé" (+2,9%) ; "Poisson salé fermenté (Lanhoinho)" (+1,9%)



"Banane plantain mûre" (+18,7%), la plus forte hausse

"Carpe frite à l'huile rouge" (+1,1%) ; "Farine de manioc (Gari)" (+0,2%) ; "Chips" (+15,6%) ; "Manioc râpé (Agbélina)" (+13,0%) ; "Tapioca petit grain" (+3,4%) ; "Pain en baguette" (+4,9%) ; "Pain sucré artisanal sucré" (+2,2%) ; "Pain artisanal salé" (+1,8%) ; "Bananes douces" (+12,0%) ; "Avocat" (+3,5%) ; "Viande fraîche de chèvre au kg" (+1,4%) ; "Viande fraîche de mouton au kg" (+1,3%) ; "Tripes et abats de bœuf" (+1,0%) ; "Viande fraîche de chèvre au kg" (+1,4%) ; "Tchoukoutou local artisanal" (+14,5%) ; "Cola fraîche" (+5,1%) ; "Liha sucré" (+20,6%) ; "Jus de citron" (+2,4%) ; "Ablou" (+11,9%) ; "Plat de kom + poisson frit" (+5,2%) ; "Plat de riz-haricot (Ayimolou)" (+1,7%) ; "Gas-oil ordinaire dans les stations-services administrés" (+1,8%) ; "Essence 'SUPER' dans les stations-services administrés" (+1,6%) ; "Essence super de rue" (+1,1%) ; "Mélange 2 temps" (+1,4%) ; "Essence mélange de rue" (+2,3%) ; "Compleat Batakali avec broderie" (+1,6%) ; "Boubou pour dame/tenue locale" (+1,2%) et "Cure dents" (+28,1%).

### Les appels Togocel parmi les plus fortes baisses.

S'agissant des produits ayant enregistré une baisse, on a : "Appel Zone 2 (Togocel vers Ghana)" (-22,4%) ; "Appel Zone 1 (Togocel vers Bénin)" (-22,5%) ; "Appel Zone 3 (Togocel vers France)" (-22,2%) ; "Appel Operateur 2" (-8,8%) ; "Appel Operateur 1" (-23,3%) ; "Appel Heure normale Togocel" (-23,3%) ; "Appel Heure creuse Togocel" (-23,8%) ; "Tuile" (-0,3%) ; "Peinture à eau" (-1,0%) ;

Chaux vive" (-1,2%) ; "Tôle ondulée" (-4,0%) ; "Bois de chauffe" (-0,7%) ; "Charbon de bois" (-2,9%) et "Loyer brut mensuel d'une maison en dur avec toilettes internes (Ch + Salon)" (-12,0%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une baisse de 0,2% au niveau national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) s'est repliée de 0,3. Le niveau des prix des produits frais a enregistré une hausse de 0,4%.

Au regard de la provenance, l'on a noté une baisse de 0,1% des prix des produits locaux. Du point de vue de la classification sectorielle cette évolution est due à la baisse des prix des produits des secteurs primaire (-0,3%) et tertiaire (-1,1%) alors que les prix du secteur secondaire (+0,3%) ont connu une augmentation. Pour ce qui est de la durabilité, la baisse observée provient essentiellement de celle des prix des produits des services (-1,1%) et des produits durables (-0,8%).

### Evolution trimestrielle

Le niveau des prix du mois d'avril 2019, comparé à celui du mois de janvier 2019 a connu une baisse de 0,6% essentiellement sous l'effet de la régression des prix des produits de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,0%) ; "Communication" (-5,6%) ; "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-1,4%) ; "Tabac et stupéfiants" (-0,8%) et "Loisirs et culture" (-0,1%) ; En ce qui concerne les nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, cette baisse est à mettre à l'actif des

prix Hors Energie et Produits frais (-0,8%) et des prix des produits de l'Energie (-0,2%).

Au regard de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique essentiellement par la baisse des prix des produits locaux (-0,8%). Quant à la durabilité, la baisse est marquée respectivement par les prix des produits non-durables (-0,5%), des services (-1,5%) et des prix des produits durables (-0,2%). Pour ce qui est des secteurs de production, on note que les prix des produits des secteurs tertiaire (-1,5%) secondaire (-0,3%) et primaire (-0,8%) ont enregistré une baisse.

### Glissement annuel

Par rapport à avril 2018, le niveau général des prix a connu une régression de 0,3% due principalement aux fonctions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,1%) ; "Communication" (-4,9%) ; "Articles d'habillement et chaussures" (-0,7%) ; "Loisirs et culture" (-0,8%) ; "Restaurants et Hôtels" (-0,1%) ". A l'opposé, les prix des fonctions de consommation "Transports" (+5,2%) ; "Santé" (+2,7%) ; Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+0,7%) ; "Enseignement" (+3,2%) ; "Biens et services divers" (+0,5%) et "Tabac et stupéfiants" (+2,3%) ont progressé. Quant aux nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits cette baisse est déterminée par les produits frais (-2,0%).

Au regard de la provenance, cette évolution annuelle s'explique par la baisse des prix des produits locaux (-0,5%). Quant à la durabilité, ce sont les prix des produits non durables (-0,4%) et semi durables (-0,6%) qui ont influencé la baisse du niveau général des prix au niveau national. Pour ce qui est des secteurs de production, la régression du niveau général découle du repli des prix des produits des secteurs primaire (-4,6%) pendant que les prix du secteur secondaire ont enregistré une hausse de 0,8%.

Le taux d'inflation calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 1,3% contre 1,4% en mars 2019.

En décembre 2016, ce taux d'inflation calculé à partir des indices base 2008 était de 0,3% dans la zone UEMOA.

## ECONOMIE : Relation Togo-BAD, un portefeuille de plus de 180 Milliards, un taux de décaissement de 58%

Le Togo et la Banque africaine de Développement (BAD) ont passé en revue leur relation de partenariat quant au financement des projets lancés dans le pays. Elle intervient après une mission d'audit de la Banque qui a conclu à une bonne performance des projets audités. A cette occasion, le ministre de l'économie et des finances Sani Yaya a indiqué que dans le programme d'action gouvernementale, adopté par l'Assemblée Nationale en janvier dernier, le Premier Ministre a mis l'accent sur la nécessaire conduite des réformes, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, la stabilité du cadre macroéconomique, l'amélioration du climat des affaires et la bonne gouvernance économique comme principaux piliers de la réussite du Plan National de Développement (PND 2018-2022).

Pour mettre en œuvre cet ambitieux programme, l'appui de nos partenaires au développement s'avère nécessaire a-t-il martelé. Il fait savoir que l'accompagnement de la Banque porte

notamment sur le renforcement du cadre institutionnel et le développement économique à travers le financement des projets dans les secteurs de la gouvernance, du social, du secteur agricole, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, de la protection de l'environnement et des transports.

Dans le domaine de la gouvernance, les résultats du diagnostic des finances publiques, effectué en 2016, à travers différents outils, sont utilisés pour actualiser le plan d'action des réformes dites de 3ème génération. Ces réformes sont en cours et prennent en compte les recommandations formulées.

En matière de développement économique, l'appui de la Banque est matérialisé par le financement des agropoles qui visent la transformation agro-alimentaire ainsi que les projets de réhabilitation des routes et de protection côtière avec pour objectif l'amélioration de l'intégration 4 régionale et la résilience climatique des infrastructures et des populations en zone côtière.

Dans le secteur de l'énergie, la

Banque a consenti de soutenir l'ambition du Gouvernement de parvenir à l'objectif d'un taux d'électrification de 40% à l'horizon 2022 avec une couverture de 300000 ménages ayant accès à l'électricité.

Au niveau du secteur de l'environnement, l'émergence de la problématique du développement durable nécessite la disponibilité de données fiables, harmonisées et à jour qui permettent de prendre des décisions qui influencent positivement les changements de l'environnement.

Ainsi, le projet d'amélioration du système d'information environnementale du Togo (PASJET), soutenu par la Banque, permettra de produire des données statistiques fiables dans un domaine aussi complexe que le changement climatique. Dans le secteur social, quatre grands projets sont en cours d'exécution avec l'appui de la BAD. Ils couvrent les domaines de l'employabilité et l'insertion des jeunes, l'inclusion financière des femmes vulnérables, l'intégration de la formation et la reconstruc-

Suite à la page 6

# ECONOMIE : L'Organisation interafricaine du café mise sur la consommation pour booster la chaine de valeur du produit

*Lomé a accueilli en fin de semaine dernière, les pays francophones, membres de l'OIAC, pour le lancement officiel du projet "Promotion de la consommation intérieure du café en Afrique". L'idée est de promouvoir la consommation locale du café pour mettre en valeur toute la chaîne, de la production à la consommation.*

Par Koudjoukabalo

A en croire les experts présents à Lomé, le marché africain de la consommation existe puisque les pays du continent africain importent plus de 12 millions de tonnes de café manufacturés. Il faut mener des réflexions pour que la consommation locale soit une réalité en Afrique. Il faut donc trancher radicalement avec la méthode d'exportation des produits bruts vers les pays occidentaux et asiatiques. Et il semble que les pays africains n'ont vraiment le choix à voir la volatilité et la baisse des prix de la matière première.

Selon les chiffres de l'Organisation Internationale du café, durant les deux dernières années, le prix du café vert a suivi une forte tendance à la baisse alors que celui de la tasse de café augmente régulièrement. Au Togo, la consommation locale du café tourne autour de 2% pour une production nationale de 18.000 tonnes en 2017.

Les pays africains producteurs du café sont donc préoccupés par cette situation. Pendant les dernières assemblées annuelles de l'Organisation interafricaine du café (OIAC) tenues à Yaoundé en décembre 2016 et à Grand-Bassam en février 2018, les pays membres ont vivement recommandé la mise en place d'une stratégie de promotion de la consommation locale. L'appel semble avoir été écouté puisque le Conseil interna-



Photo de famille des participants

tional du café a approuvé au troisième trimestre de 2018, la Résolution 465 qui encourage les membres exportateurs à adopter des programmes visant à accroître encore leur niveau de consommation intérieure.

C'est ainsi, l'OIAC a soumis, au nom des 25 pays membres, le projet de promotion de la consommation intérieure en Afrique, comme support de l'industrie du café et une solution pratique au soutien des prix payés aux caféiculteurs avec environ 500 000 Dollars. Et le projet, lancé à Lomé, "doit être considéré comme un élément déclencheur des politiques nationales en vue d'intégrer la dimension de la transformation et la consommation intérieure dans leurs plans de développement", précise Denis Seudieu, économiste à l'OIC.

La rencontre de Lomé a permis aux experts et acteurs de la filière café mieux cerner les contours du projet qui couvre la période de mai 2019 à avril 2020. A la suite des travaux de 2 jours, les délégués de chaque pays sont repartis avec une feuille de route qui va permettre de booster la consommation locale du café. Ils ont ensemble revu les responsabilités des parties prenantes du projet, discuté des modalités de financement du projet y compris les contributions des pays membres de l'OIAC. Beaucoup

de participants ont souhaité mener des visites en Ethiopie pour s'imprégner de son expérience.

Le Togo a opté d'abord pour une enquête de référence des acteurs de la chaîne de valeur de la filière, ensuite mettre en place des structures pilote de consommation et une communication sur la consommation locale du café à l'endroit des populations du pays. " Cette manière faire s'inscrit dans droite ligne du Plan national de développement du Togo " a dit le ministre en charge du commerce et de la consommation locale, Kodzo Adédjé. Avec l'axe 2 qui vise le développement industriel dans des secteurs créateurs de valeurs ajoutées et significativement tournées vers l'exportation notamment à travers l'agro-business, les manufactures et surtout la satisfaction de la demande interne.

"Le secteur du café offre un grand potentiel pour catalyser le développement du secteur privé, créer des emplois et générer des revenus pour les planteurs, les transformateurs, les coopératives, les gouvernements" a-t-il dit en ajoutant que le gouvernement va accompagner le projet avec un appui budgétaire de près de 600 millions de francs Cfa sans toutes fois oublier que la filière bénéficie déjà d'un appui de près de 3 milliards de francs Cfa à travers le projet

PASA.

Pour Enselme Gouthon du Comité de coordination pour les filières café et cacao du Togo (CCFCC), le Togo, bien que petit producteur de café, va tirer tout le profit inhérent à ce projet "pour promouvoir sa stratégie de promotion de la transformation de son café, en commençant par l'organisation des fora régionaux qui offriront l'occasion aux populations togolaises de déguster et de découvrir la qualité du café d'origine de leur terroir". "La transformation et la consommation du café localement ont un impact positif non seulement sur la santé des populations mais elles apportent aussi de la valeur ajoutée aux acteurs de la chaîne de valeur de café, plus particulièrement aux producteurs" a-t-il dit.

Au Togo, une poignée d'opérateurs tente tant bien que mal d'exister dans le domaine de la transformation du café, notamment le Café des Grands Plateaux, Café de Dzogbégan, Café de Kouma...

Les participants à la rencontre de Lomé ont émis le vœu que Lomé soit le départ d'une nouvelle aventure pour le café africain. " C'était le Togo qui avait porté la voix des pays producteurs africains au cours de la première conférence mondiale du café, tenue en mai 2001, au moment où la crise des bas niveaux de prix du café causait des dommages dans les pays producteurs. Aujourd'hui, pendant que le secteur est de nouveau en crise dans les pays producteurs, menaçant la durabilité du secteur, c'est encore le Togo qui abrite le lancement d'un projet de promotion de la consommation intérieure en Afrique afin de déclencher une véritable dynamisation de l'industrie caféière", a fait savoir Dr Denis Seudieu, Economiste en chef à l'Organisation internationale du café (OIC).

# ECONOMIE : Relation Togo-BAD, un portefeuille de plus de 180 Milliards, un taux de décaissement de 58%

Suite de la page 4

tion des marchés.

" Comme vous pouvez le constater, ces interventions du Groupe de la Banque Africaine de Développement cadrent bien avec l'orientation stratégique du gouvernement à travers le Plan national de développement (2018-2022) adopté le 03 août 2018 et dont le lancement officiel a été fait par le Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, le 04 mars 2019 et à qui nous rendons un hommage mérité " a lancé Sani Yaya.

Au cours de la rencontre, chaque coordonnateur a fait le point de la mise en œuvre de son projet ce qui a permis de capitaliser les expériences sur les forces et faiblesses, de mettre en lumière les contraintes et de proposer des approches de solutions pour améliorer la qualité de notre portefeuille. " Il me plaît d'indiquer que la qualité du portefeuille est un élément important dans la détermination du montant des ressources à allouer à chaque pays au niveau de la Banque.

En ces périodes de rareté de ressources et de concurrence entre les pays dans la mobilisation des ressources à moindre coût, je sais compter sur chaque coordonnateur et toute son



La table d'honneur

équipe pour l'atteinte des objectifs assignés, afin de nous permettre de disposer de ressources plus importantes " a dit Sani YAYA qui a rappelé que dans le cadre de la mise en œuvre du budget programme, la performance des projets et programmes est l'un des principaux critères d'évaluation des unités de gestion des projets ainsi que des coordonnateurs de ces structures.

A en croire le Bureau national de la Banque africaine de développement au Togo, le portefeuille actif (projets nationaux et multinationaux confondus) comprend quinze (15) opérations d'un montant total d'engagements nets de 304,82 millions d'Unités de Compte

(UC), soit environ 244 milliards de francs Cfa. Avec un âge moyen de 3,6 années, et un taux de décaissement cumulé de 59%. Un taux de décaissement estimé par la Banque "appréciable par rapport à l'âge moyen du portefeuille".

Mais les principaux défis du portefeuille demeurent : i) la faiblesse des capacités de certaines structures et la lenteur dans le traitement des dossiers ; ii) la faiblesse dans le suivi rapproché des projets ; iii) la question de l'efficacité dans la gestion des marchés publics (aussi bien sur le plan administratif que sur le plan de la gestion de l'exécution des contrats par les entre-

prises adjudicataires). Cette situation influe sur les taux de décaissements des projets, les capacités d'absorption du pays et l'appréciation sur la gouvernance avec comme résultat final une baisse dans l'allocation des ressources en faveur du Togo.

Le Projet de développement des agropoles dont la date prévue pour son achèvement était septembre 2018. Il en est encore à 84,4% de taux de décaissement ; le Projet d'appui à l'inclusion financière des femmes vulnérables (PAIFFV), à 44,5% de décaissement pour un achèvement prévu à juin prochain ; le Projet d'appui à la reconstruction des marchés et aux commerçants de Kara et de Lomé, à 57,0% pour une fin attendue en novembre prochain ; le Projet d'appui à l'employabilité et l'insertion des jeunes (17,8%) à achever en décembre 2020 sont les projets qui nécessitent un suivi très rapproché, selon la Banque africaine de développement.

Bon à savoir, le portefeuille actuel de la Banque au Togo compte douze projets qui se chiffrent à environ cent quatre-vingt-dix neuf milliards sept cent quatre-vingt millions (199 780 000 000) de francs CFA, avec un taux de décaissement de 58,1%.



DIPLOMATIE : AU SERVICE DE SA MAJESTÉ

Lain Walker, l'ambassadeur de Grande Bretagne au Togo (avec résidence à Accra) a présenté lundi dernier ses lettres de créances au président Faure Gnassingbé. "Notre engagement au Togo est actuellement limité. Nous souhaitons renforcer la coopération dans le domaine économique et accroître l'investissement", a indiqué le diplomate qui a fait remarquer que le pays offrait beaucoup d'opportunités. Avec une probable sortie de l'Union européenne, Londres pourrait réorienter sa stratégie en Afrique. Le Togo envisage d'adhérer au Commonwealth 'dans un souci de diversification des partenariats', indique-t-on à Lomé.

Ce rapprochement éventuel avec le monde anglophone n'a pas de signification politique, mais juste la volonté de élargir le champ des relations économiques.

Source : @republicoftogo.com

## ECONOMIE : LE MARCHÉ DU TRAVAIL EST ULTRA-CONCENTRÉ



323.866 emplois ont été créés en 2018, selon une étude menée par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) lors du recensement général des entreprises.

Dans le détail, il s'agit de 187.844 emplois dans le secteur informel et de 136.022 dans des activités formalisées.

Sans surprise, c'est Lomé et sa banlieue qui génèrent le plus de jobs et qui concentrent le plus d'entreprises, 63,4%. Vient ensuite la région des Plateaux (10,1%), la région Maritime (8,3%), Centrale (6%) et des Savanes (5,4%).

Source : @republicoftogo.com

## DIPLOMATIE : VISITE DU MINISTRE SERBE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



Ivica Dacic, le chef de la diplomatie serbe, a rencontré samedi à Lomé son homologue togolais Robert Dussey.

Les deux hommes ont passé en revue la coopération bilatérale. Il a notamment été question du Plan national de développement (PND) de l'agriculture, de l'énergie et de l'éducation.

Dans la soirée, M. Dacic a été reçu par le président Faure Gnassingbé.

Source : @republicoftogo.com

## Zozo

SOCIÉTÉ : JOURNÉE CONTINUE



L'agence Air France de Lomé a décidé d'ouvrir plus longtemps. À partir du 3 juin, elle recevra les clients de 8h30 à 17h45 du lundi au vendredi.

Le samedi une permanence est assurée de 9h à 12H. Au Togo, comme ailleurs en Afrique, l'achat des billets s'effectue encore à l'ancienne en se rendant à l'agence. L'achat en ligne est encore limité.

La compagnie est donc obligée d'avoir des bureaux pour recevoir les passagers et pour assurer tout le travail administratif.

Dans les autres régions du monde, Air France ferme progressivement ses agences.

Source : @republioftogo.com

## TECH &amp; WEB : BIG DATA ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU PROGRAMME

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en partenariat avec l'Organisation Francophone des Entreprises Innovantes (OFEI) et en lien avec les écosystèmes startup des pays ciblés, organisent dans le cadre du programme d'accompagnement à la transformation numérique, des formations aux enjeux des technologies émergentes, pour les acteurs du numérique.

Une session gratuite de 4 jours a débuté lundi à Lomé. Elle s'adresse aux jeunes professionnels et entrepreneurs porteurs de projets sur les technologies émergentes (notamment les données massives et l'intelligence artificielle).

L'idée de cette formation repose sur la nécessité d'adosser le développement social et la transformation structurelle de l'économie des pays en développement et à revenu intermédiaire aux technologies émergentes et à l'innovation, explique à déclaré Éric Adja, le directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'ouest de l'OIF.

## ECONOMIE : QUANT ÇA MARCHE, IL FAUT LE DIRE

Le projet d'appui à l'insertion et à l'employabilité des jeunes dans les secteurs porteurs (PAIEI-SP) vise à la création de dizaines de milliers de nouveaux emplois. Il bénéficie sur la période 2016-2020 d'un soutien de la Banque africaine de développement (BAD) pour près de 12 milliards de Fcfa. L'objectif est de parvenir à 20 000 emplois directs et 150 000 emplois indirects.

À ce jour, 14 000 emplois ont été créés (dont 42% de femmes) et près de 15 000 emplois indirects. Le PAIEI-SP aide via des micro-prêts les primo entrepreneurs individuels, les primo entrepreneurs en groupements évoluant vers les sociétés coopératives et les PME-PMI qui sont au centre même du dispositif du financement. Essentiellement dans le secteur agricole Georges Bohossou, le représentant pays par intérim de la BAD pour le Togo, s'est félicité de ces bons résultats.

"La BAD ne peut qu'être fière et s'approprier pour de nouvelles initiatives en ce sens pour soutenir les efforts du gouvernement et aider la population", a-t-il déclaré lundi.

Orabank, partenaire du projet, juge également les effets particulièrement positifs d'autant que la totalité des prêts accordés a été remboursée.

## L'Union syndicale des magistrats du Togo fait ses mises au point à la FTF

Sur le théâtre du championnat national de football de deuxième division du Togo, il se joue depuis quelques semaines, un feuilleton mettant aux prises deux formations de football, notamment UNISPORT de Koussoundé et AGOUWA de Koussoundou puis les différentes commissions en fonction, au sein de la Fédération Togolaise de Football (FTF). Entre inéligibilité de joueurs de part et d'autre puis compétences outrepassées, des juges de la commission de recours de ladite ont dû être révoqués. À l'Union Syndicale des Magistrats du Togo (USYMAT), l'on compte voir les choses se faire, autrement.

Par un communiqué de presse en date du 17 mai 2019, le syndicat a tenu à manifester toute sa désapprobation concernant le mode opératoire de la Fédération Togolaise de Football.

En effet, à la suite des délibérations faites en commission, monsieur Adams Yacoubou ABODJI membre de ladite commission a présenté sa démission, en dénonçant les pressions dont il disait faire l'objet, de la part du président de la FTF. Pour mieux se faire prendre au sérieux, l'instance faïtière du football national révoque purement et simplement le sieur ABODJI puis trois autres membres de ladite commission, pour, je cite : "violations graves et réitérées des statuts et divers règlements de la FTF délibérément orchestrées au sein de la Commission de Recours."

Le procédé n'a vraiment pas été du goût du syndicat des magistrats



Des responsables de l'Union syndicales des magistrats du Togo

qui a tenu à alerter l'opinion nationale et internationale sur sa version du litige, qui aujourd'hui jette beaucoup de flou sur l'issue de la saison en cours, dans la zone nord, où une seule équipe devra accéder à l'élite pour le compte de l'exercice à venir.

S'appuyant sur l'article 111-1° du code disciplinaire de la FTF, le syndicat rappelle toute l'indépendance qui est celle de monsieur ABODJI, en tant que membre de la commission de recours. "Les organes juridictionnels rendent leurs décisions en toute indépendance en application des règlements en vigueur.

À ce titre ils apprécient librement les déclarations, les preuves et décident sur la base de leur intime conviction", dit l'article, en substance, un peu pour signifier que la Commission de Recours, qui est un organe juridictionnel, conformément aux dispositions des textes et règlements de la FTF, ne saurait se plier à quelque instruction ou ordre, pour délibérer ou orienter ses décisions dans un sens ou dans l'autre.

Au soir du 12 avril 2019, après l'examen du dossier qui lui est sou-

mis, la Commission de Recours aurait souverainement pris sa décision dans l'affaire opposant UNISPORT à AGOUWA FC. Elle dénonce ensuite les pressions qu'elle a subies, aux fins de lui faire réorienter sa décisions dans un sens second, alors qu'il revenait seulement à la FTF de notifier la décision aux parties, qui avaient la possibilité d'exercer leur droit de recours et pas plus que cela.

L'article 67-4 du statut de la FTF renseigne sur les voies de recours contre les décisions de la Commission de Recours. Il dispose que "les décisions de la Commission de Recours peuvent faire exclusivement objet de recours devant un Tribunal Arbitral Indépendant, si celui-ci existe ; et dans le cas contraire devant le Tribunal Arbitral de Sport basé à Lausanne en Suisse." La commission dénonce donc le fait pour le Président de la FTF de se constituer en organe juridictionnel supérieur chargé de recevoir les recours ou de donner des orientations particulières à celles qu'elle a prises. En pro-

cedant ainsi donc, le Président de la FTF se serait rendu coupable de la violation des articles 67-4° du statut de la FTF du 20 janvier 2016, 111-1° et 123 du code disciplinaire.

S'il en est que des membres de commissions juridictionnelles doivent démissionner ou être révoqués, le statut de la FTF prévoit des dispositions qui donnent pouvoir exclusivement au Congrès. Selon l'article 64-3° du statut de la FTF, même en cas de violation avérée des dispositions en vigueur, par la commission de recours, le Président de la FTF n'a en rien le pouvoir de procéder à une quelconque révocation. Selon donc les statuts, la FTF est seulement habilitée à procéder au remplacement de membres manquants.

La révocation donc de messieurs ABODJI Yacoubou Adam, BABA Fambaré, BABA-YARA Affo, KUEVIDJIN Ekué, se révèle une décision qui manifestement viole les textes en vigueur de la FTF (articles 26 et 64-3 du statut de la FTF).

De tout ce qui précède, il ressort bien de fâcheuses circonstances qui établissent un bras de fer entre le Comité exécutif de la Fédération Togolaise de Football, la Commission de recours et le syndicat des magistrats du Togo, qui dans la foulée, convie tous les magistrats à désertir toutes les activités de la FTF, où qu'ils seraient conviés.

D'ici le dénouement de la crise, la fin de l'exercice 2018 - 2019 du championnat national de football de deuxième division a encore du plomb dans l'aile, dans la zone nord.

## PRESS RELEASE



## COMMUNIQUE DE PRESSE

No.004 - le 20 mai 2019 - Accra, Ghana

## L'ARREC tiendra la première réunion du groupe de travail sur les tarifs et les performances

L'ARREC tiendra la première réunion de son groupe de travail sur les tarifs et les performances les 28 et 29 mai 2019 à Accra, au Ghana, pour entamer le processus d'approbation du modèle de calcul des tarifs de transport, document essentiel pour le décollage de la deuxième phase du marché régional de l'électricité de la CEDEAO.

Le modèle de tarification, issu de la méthodologie de tarification du transport pour le marché de l'électricité ouest-africain approuvé par l'ARREC, traite des hypothèses, du calcul et de la répartition du coût total de transport de l'électricité d'un point d'exportation à un point d'importation, autrement connu sous le nom de "transit".

Le modèle de tarification du transport devrait être présenté à l'ARREC par le Système d'Echanges d'Energie Electrique Ouest Africain (EEEOA) d'ici la mi-septembre 2019 pour examen et approbation.

Les membres du groupe de travail sur les tarifs et les performances examineront les termes de références pour le recrutement du Consultant qui assistera l'ARREC pour l'approbation du modèle de calcul des tarifs de transport pour le marché régional.

Les membres du groupe de travail sur les tarifs et les performances examineront également la méthodologie tarifaire, la tarification, le modèle de calcul et les termes de référence pour le recrutement d'un consultant qui l'aidera à examiner le modèle de tarification du

transport pour le marché régional.

En outre, ils participeront à la mise en œuvre de l'étude sur la Comparaison harmonisée des tarifs de l'électricité des États membres de la CEDEAO menée par le Consultant ..... sous la supervision de l'ARREC, en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD),.

L'étude de Comparaison et d'harmonisation des tarifs de l'électricité dans les États membres de la CEDEAO cherche à établir, à synthétiser et à harmoniser la présentation des tarifs de l'électricité des différents États membres afin de faciliter la comparaison.

L'étude devrait identifier la méthodologie tarifaire, les coûts de production, de transport et de vente au détail dans chaque pays.

Les points focaux principaux de l'étude seront choisis parmi les membres du Groupe de travail sur les tarifs. Le Groupe de travail sur les tarifs et les performances a été créé en tant qu'instrument technique destiné à assister les Comités consultatifs des régulateurs et des opérateurs de l'ARREC, les deux organes consultatifs statutaires du régulateur de l'électricité de la CEDEAO.

Dans le cadre de son mandat, le Groupe de travail sur la tarification et les performances fournira des orientations, des conseils et une assistance à l'ARREC dans l'élaboration de méthodes de tarification, de modèles de tarification et de procédures.

Il aidera également l'ARREC à surveiller la performance du marché et d'autres processus associés dans le but de lui permettre de s'acquitter efficacement de sa mission en matière de tarification et de suivi de la performance sur le marché régional de l'électricité.



/ COMMUNIQUÉ DE PRESSE /

ATELIER REGIONAL DE VALIDATION DE L'AVANT-PROJET DE NORMES D'APPAREILS ELECTRODOMESTIQUES ET DE KITS SOLAIRES DOMESTIQUES DE TYPE « PLUG AND PLAY »

Le Centre pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (ECREEE), dans le cadre de son "Projet régional d'électrification hors réseau (ROGEP)" financé par la Banque mondiale et des fonds pour les technologies propres, et de l'initiative "Améliorer la gouvernance du secteur de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique" Afrique de l'Ouest (AGoSEREE-AO) », financé par l'Union européenne et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), organise un atelier régional de validation des projets de normes pour les appareils électroménagers et de normes régionales pour les kits de systèmes solaires domestiques Plug and Play. L'événement aura lieu du 21 au 22 mai 2019 à l'hôtel Fleur de Lys - Dakar, au Sénégal.

Il est d'une importance cruciale que les consommateurs aient confiance dans les produits et aient accès aux informations importantes sur lesquelles ils peuvent compter pour décider s'ils doivent investir dans des produits solaires et des appareils électriques.

Un accord plus large sur les normes de qualité des produits dans la région du Sahel et dans les pays d'Afrique de l'Ouest peut profiter au secteur privé ayant accès à un vaste marché contigu. C'est dans ce contexte que ECREEE, par l'intermédiaire de ROGEP et d'AGoSEREE - AO, élabore des normes pour la région.

L'atelier portera sur les objectifs suivants:

- Présenter les rapports de base et si possible recueillir les commentaires et contributions ;
- Valider les avant-projets des trois (3) normes régionales des appareils électroménagers avant soumission à ECOSHAM ;
- Valider l'avant-projet de la norme régionale sur les kits solaires domestiques Plug and Play (0 -350 Wp) avant soumission à ECOSHAM ;
- Valider la stratégie de mise en œuvre des normes régionales au niveau national.

Selon les objectifs, les résultats suivants sont attendus:

ECOWAS CENTRE FOR RENEWABLE ENERGY AND ENERGY EFFICIENCY  
CENTRO PARA AS ENERGIAS RENOVÁVEIS E EFICIÊNCIA ENERGÉTICA DA CEDEAO  
CENTRE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DE LA CEDEAO

Address: Achada Sto. António, ECREEE Bld, 2<sup>nd</sup> Floor • Praia, CABO VERDE • [info@ecreee.org](mailto:info@ecreee.org) • [www.ecreee.org](http://www.ecreee.org)



- Les documents des avant-projets des 3 normes régionales des appareils électroménagers sont validées pour soumission à ECOSHAM;
- Le document de l'avant-projet de la norme régionale sur les kits solaires domestiques Plug and Play, est validé avant soumission à ECOSHAM;
- Le rapport et les recommandations de l'atelier de validation sont élaborés;
- La stratégie de mise en œuvre des normes régionales au niveau national est validée.

Les principales parties prenantes des organismes nationaux de normalisation, des ministères de l'énergie, des experts et d'autres acteurs régionaux et internationaux participeront à cette réunion importante pour toute la région de la CEDEAO, qui dispose d'un si grand potentiel de développement des énergies renouvelables.

Pour accéder à plus d'informations sur l'atelier, telles que la note conceptuelle et l'ordre du jour, [cliquez ici](#) ou scannez le code QR ci-dessous.



Plus d'informations

ECOWAS CENTRE FOR RENEWABLE ENERGY AND ENERGY EFFICIENCY  
CENTRO PARA AS ENERGIAS RENOVÁVEIS E EFICIÊNCIA ENERGÉTICA DA CEDEAO  
CENTRE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DE LA CEDEAO

Address: Achada S. António, ECREEE Building, 2nd Floor • Praia, CABO VERDE • [info@ecreee.org](mailto:info@ecreee.org) • [www.ecreee.org](http://www.ecreee.org)



AVIS AUX CLIENTS

La Direction Générale de CORIS BANK INTERNATIONAL vous informe que des individus, se faisant passer pour des agents de la banque, essaient d'extorquer de l'argent aux clients via paiement mobile sur des numéros bien indiqués, en vue d'intervenir pour une issue heureuse et rapide de leur dossier de crédit et/ou de financement.

La Direction Générale porte à la connaissance des clients que les faits tels que signalés sont purement des arnaques provenant d'individus mal intentionnés. Elle tient surtout à rassurer les clients et toute la population qu'une enquête est diligentée pour démanteler le réseau, afin que les présumés auteurs et complices de ces actes et faits délictueux soient soumis à la rigueur de la Loi.

Face à ces actes, la Direction Générale de CORIS BANK INTERNATIONAL invite les clients à plus de vigilance et les exhorte à toujours se référer aux services de la banque pour le suivi de leur dossier et dénoncer tout acte suspect de fraude, de corruption ou de méconduite à la direction.

CORIS BANK INTERNATIONAL, LA BANQUE AUTREMENT !

# ESPERANCE DES BATISSEURS



*Nous sommes particulièrement attentifs à la satisfaction du client, élément que nous mettons au centre de nos démarches.*

*La satisfaction du client fait notre honneur et notre dignité, ce qui nous interpelle à plus de conscience professionnelle dans l'exécution de nos marchés.*

L'innovation constante et la recherche technologique nous ont permis de développer des compétences diversifiées dans les différents secteurs d'activités de la société :

**Travaux immobiliers | Construction | Réhabilitation | Aménagement de bâtiment  
Carrelage | Plomberie | Électricité | Transit-douane**

*Distributeur exclusif des ascenseurs et produits OMEGA base d.o.b.*



Carrefour 2 Lions, à 500 m de l'Agence Togocel annexe • bâtiment blanc-gris porte blanche

Agde Anomé - 07 BP 13890 Lomé - Togo

Tél. : +228 22 25 18 63 | Cel. : 90 97 58 38 | 99 68 31 65

Email : [esperancedesbatisseurs@yahoo.fr](mailto:esperancedesbatisseurs@yahoo.fr) | [antoine.dadjio@gmail.com](mailto:antoine.dadjio@gmail.com)

[www.eb-togo.com](http://www.eb-togo.com)